

La croissance et le développement dans le Moyen-Orient et d'Afrique du nord

La région du Moyen-Orient et d'Afrique du nord est connue pour ces richesses : ressources naturelles, forte population, grande capacité de travail et important PIB. Les pays de la Zone varient en ce qui concerne leur taille économique, l'importance de leur population, l'équilibre des secteurs public et privé, et leurs ressources naturelles et financières. Les pays du MENA ont fait des gains économiques importants ces dernières années, et la structure de la plupart des économies a été renforcée par des réformes dans le secteur financier, les systèmes d'échange et de paiement, et des finances publiques. Le niveau d'inflation a été abaissé dans un certain nombre de pays. Dans cette section, nous allons mettre en lumière la croissance dans la Zone et le niveau de développement qu'ont connus les pays de cette région.

1. Le Pétrole et le développement dans le Moyen-Orient et d'Afrique du nord :

La cause déterminante de la croissance du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord a été l'augmentation des prix du pétrole internationaux, où les produits pétroliers expliquent environ la moitié du PIB de la région et environ 90 pour cent des exportations totales dans les pays producteurs de pétrole. Cependant, la fluctuation de ces prix entraîne la volatilité de cette croissance. Les autres pays de la région (non producteurs de pétrole) sont également sensibles au prix du pétrole parce qu'une partie de leurs économies dépend des envois de fonds des travailleurs immigrés dans les pays pétroliers, ainsi que de l'aide au développement des pays riches en pétrole vers les pays pauvres.

Au niveau de la croissance réelle par habitant, la croissance du PIB dans la région du MENA au cours des 30 dernières années a pratiquement stagné par rapport au reste du monde en développement (Figure 15). Cela provient d'une part de la faiblesse prolongée des marchés pétroliers et d'autre part du fait que les producteurs pétroliers en dehors de la région MENA ont gagné des parts importants de marché au détriment des pays exportateurs de la région.

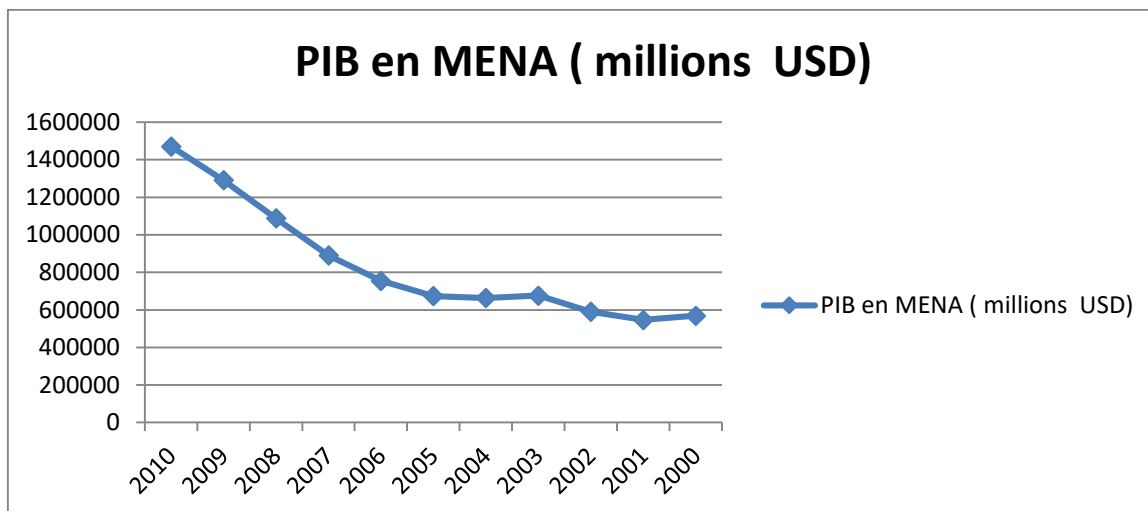


Figure 15 PIB dans les pays du MENA entre 2000 et 2010.

Source : Données FMI

De plus, dans cette région, la forte croissance de la population a infléchi vers le bas le taux de croissance du PIB par habitant. Dans la région du MENA, le contraste dans les comparaisons entre la croissance des pays producteurs et ceux non producteurs de pétrole est étonnant. D'une part, au cours des 30 ans, (1970-2000) le revenu par habitant dans les pays producteurs de pétrole a baissé de 1,3 pour cent par an, comparativement à une hausse de 2 pour cent par an dans les économies non pétrolières. Pendant l'essor des années 1970, le revenu par habitant dans les pays producteurs de pétrole a augmenté, en termes réels¹¹⁴. On voit bien que, les taux de croissance de la population sont beaucoup plus élevés dans les pays producteurs de pétrole, ce qui, entre autres facteurs, a tiré vers le bas le taux de croissance par habitant.

Par ailleurs, les pays non producteurs de pétrole ont connu des taux de croissance positifs au cours des 30 dernières années, correspondant aux pays en développement dans les années 1970 et 1980. Ce n'est que dans les années 1990 que la croissance de l'économie hors pétrole a été de 1,5 pour cent par an en dessous de la moyenne pour les pays en développement en

¹¹⁴ GEORGE.T.DAVOODI.Abedhamid. 2003. *Challenges of Growth and Globalization in the Middle East and North Africa. International Monetary Fund*

général (4 pour cent par an).

La croissance économique dans les pays producteurs de pétrole continue à être dominée par le secteur pétrolier. Dans un grand nombre des plus grandes économies pétrolières, le pétrole représente en moyenne environ 75 pour cent du total des exportations (figure 16). En revanche les secteurs non pétroliers, en général, n'ont pas encore un taux de croissance suffisamment élevé pour absorber le nombre croissant d'entrants sur le marché du travail. La volatilité et la faiblesse de la croissance dans plusieurs économies pétrolières sont encore aggravées par la politique budgétaire, les dépenses publiques tendent à augmenter avec des revenus pétroliers.

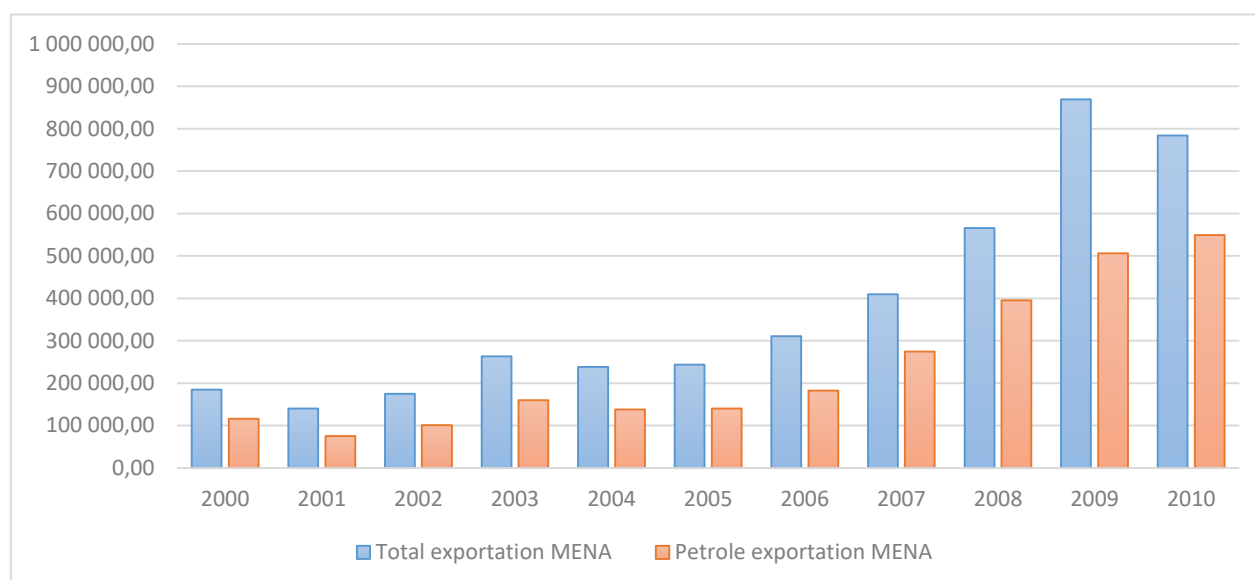


Figure 16 Le part du pétrole dans les exportations MENA

Source : Données d'Arab Monetary Fund

Un phénomène étrange est apparu chez les pays producteurs de pétrole : ce phénomène a été appelé par les experts du fond monétaire international « malédiction des ressources »

L'abondance de ressources naturelles peut réduire la croissance : l'afflux de devises liées à l'exportation du pétrole aura une incidence sur l'appréciation du taux de change réel, ce qui rend les exportations de produits non pétroliers moins compétitives et réduit la taille relative du secteur d'exportation non pétrolière.

Certains des pays producteurs de pétrole de la Zone MENA, tels que la République islamique

d'Iran, le Koweït et Oman, ont abordé cette « procyclicalité de la ressource pétrolière » par la mise en place de fonds de stabilisation OSF¹¹⁵ qui permettent de sauvegarder une partie des recettes du pétrole à l'étranger¹¹⁶. Par contre, d'autres pays producteurs de pétrole de la région ont choisi de ne pas établir de relations formelles avec des programmes libres pour les règles budgétaires, mais ont tendance à mener leur gestion financière avec un « virtuel » OSF qui investit l'excédent de recettes pétrolières à l'étranger.

L'importance du pétrole dans la région MENA résulte du fait qu'il fournit les excédents financiers nécessaires pour financer les plans de développement économique et social dans les pays de cette Zone.

Le pétrole a joué un rôle clé dans la détermination de la nature de leur développement depuis le début des années soixante-dix jusqu'à ce jour, tant dans les pays producteurs qu'importateurs.

Le pétrole considéré comme un produit stratégique est une matière de base dans l'industrie et il a un impact significatif tant sur les activités économiques que sur les secteurs financiers et bancaires. Il est également considéré comme une marchandise importante dans le commerce international et une source majeure de revenus des pays producteurs, et dans une moindre mesure pour les pays consommateurs par le biais des impôts sur la consommation, etc.

Le commerce international du pétrole brut et ses dérivés représentent une forte proportion du commerce mondial, surtout d'un groupe de pays vers un autre groupe, ce qui fait que tout changement du prix du pétrole a eu un impact significatif sur la balance commerciale et ensuite sur les performances économiques de chacun des pays exportateurs et importateurs.

¹¹⁵ En anglais (Oil and stabilization funde)

¹¹⁶ SCHERER, Bernhard. 2009. *Macroeconomic Risk Management for Oil Stabilization Funds in GCC Countries*. EDHEC Business School.

1.1. La structure du secteur pétrolier dans la Zone MENA, l'offre et la demande :

Les événements de ces dernières décennies ont démontré que la demande de pétrole et la consommation sont dépendantes de ses prix, d'une part, et dépendante d'autre part de la politique économique, notamment dans les pays industrialisés. Deuxièmement, l'offre est caractérisée par une dynamique qui s'est avérée être plus flexible, à moyen et long terme qu'on ne le pensait dans les années soixante-dix.

Je vais essayer ici de mettre en évidence, l'importance du pétrole comme source majeure d'énergie et de ressources financières dans la Zone MENA. Les investissements dans le secteur pétrolier et les politiques adoptées ont un impact sur l'augmentation de la réserve de pétrole, d'une part et de la production d'autre part.

La mesure des réserves mondiales de pétrole était estimée en 1973 à près de 580 milliards de barils 73% pour l'OPEC et 59 % pour les pays du Golfe. Toutefois les réserves mondiales ont augmenté pour atteindre environ 1,0204 milliard de barils en 1990, dont 61,4 % dans les pays arabes et à 61,7 %, dans le pays du MENA puis 1,0457 milliards de barils en 1995, et elle est aujourd'hui de 1,216 milliard de barils¹¹⁷ pour l'OPEC, et de 1,491 milliard de barils au niveau mondial.

¹¹⁷ World oil outlook 2016. OPEC

Pays	Réserves de pétrole brut (Milliard barils)	Le pourcentage mondial
Algérie	12.20	1.05 %
Bahreïn	0.13	0.01 %
Égypte	41.46	0.32 %
Iraq	148.00	12.20 %
K S A	266.21	21.90 %
Kuwait	101.50	8.74 %
Libye	48.46	4.07 %
Qatar	25.24	2.31 %
Syrie	3.00	0.26 %
Tunis	0.40	0.03 %
U A E	97.80	8.42 %

Tableau 2 : Réserves de pétrole brut pays de la Zone MENA en 2016.

Source : rapport annuel d'OAPEC 2016

La consommation de pétrole a une grande importance pour les pays exportateurs ainsi que les pays importateurs. La consommation intérieure de pétrole affecte la capacité à exporter, avec des conséquences sur le rendement financier en fin de compte sur leurs projets de développement.

La consommation d'énergie, et en particulier de pétrole, est influencée par trois facteurs principaux : le revenu, les prix intérieurs et aussi l'augmentation de la population. L'augmentation du revenu et la baisse des prix du pétrole au niveau local, en particulier dans des pays producteurs de pétrole, ont augmenté la consommation d'énergie d'environ 13 % annuellement au cours des années soixante-dix et 5 % dans les années quatre-vingt, quatre-vingt-dix.

L'augmentation de la population dans les pays de la Zone MENA n'a pas eu un grand impact sur la consommation de pétrole, malgré la fluctuation des prix domestiques¹¹⁸, et le taux de consommation d'énergie par habitant dans la région est resté inférieur à la moyenne dans le monde (et notamment à celle des pays industrialisés).

Selon les estimations, la consommation d'énergie dans les pays de la Zone au cours de la période de 2004-2009, présente des taux de croissance de la consommation d'environ 4,3 % annuellement au cours des années 2007 et 2008 après avoir affiché des taux de 7,9% en 2004, 6,3 % en 2005 et 5,5 % en 2006¹¹⁹. La consommation totale d'énergie dans la Zone MENA pour la première fois a dépassé les dix millions de barils par jour en 2008. Caractérisé par le recours croissant aux hydrocarbures (pétrole et gaz naturel), les autres sources d'énergie sont l'hydroélectricité et aussi le charbon. Il est à noter que les taux les plus élevés d'accroissement concernent la consommation de gaz naturel, qui a augmenté de 5,7 % par an pendant la période 2004-2008 ; l'augmentation de consommation de pétrole a été 4,9 % pendant la même période. La consommation d'énergie hydroélectrique et le charbon n'ont pas eu d'augmentation significative.

Le pétrole est toujours la principale source d'énergie dans les pays de la Zone malgré les taux croissants de la consommation de gaz naturel. Le pétrole couvre plus de la moitié des besoins d'énergie de la Zone MENA avec un taux de 53,9 % en 2008 contre 44,5 % pour le gaz naturel, et 1,4 % pour l'hydroélectricité et de 0,2 % pour le charbon.

¹¹⁸ TAHIR .Jamil. 1999. Pétrole et développement durable dans les pays arabes : opportunités et défis (en Arabe).

¹¹⁹ Rapport annuel de 'Organization of Arab petroleum Exporting Countries(OAPEC) de (2009) P 47

1.2. L'impact du pétrole sur le développement dans les pays de la Zone MENA :

Bien qu'il soit reconnu que le pétrole n'est pas le seul facteur du développement économique, il reste encore une des plus importantes ressources et forces qui jouent dans le processus de développement pour les pays producteurs de pétrole, et aussi dans une moindre mesure pour d'autres pays.

Les expériences de développement au cours des deux dernières décennies ont montré que le pétrole avait des effets directs et indirects sur le développement dans les pays de la zone MENA et sur l'intégration économique entre eux. La connaissance de ces effets est un enjeu très important, si on prend en compte les perspectives d'avenir.

L'importance du pétrole dans les pays producteurs vient de sa participation effective au développement économique grâce à la disponibilité des devises (résultat des recettes pétrolières). Deuxièmement le pétrole pourrait être utilisé pour construire la base nécessaire au financement des biens et services de consommation. De plus il est considéré comme un des éléments les plus importants dans les processus industriels, en particulier le raffinage et la pétrochimie.

Pour les pays importateurs des pétroles dans la Zone (le Liban, Jordanie...). l'importance vient de l'existence d'opportunités d'emplois pour ses citoyens dans les pays producteurs et exportateurs de pétrole, ce qui entraîne des transferts de fonds en devises, ainsi que des aides et des prêts fournis par les pays producteurs dans la Zone.

Pays producteurs :

Une relation a été établie entre le pétrole et le développement, grâce à l'expansion de l'exploration, la production dans les Pays de la Zone MENA, en particulier, dans la fin des années cinquante et durant les années soixante. Le pétrole est resté comme matière première dans l'isolement de l'économie de ces pays jusqu'à la fin des années cinquante à tous les stades

de l'utilisation, depuis l'exploration jusqu'à la fabrication- production. Toutefois, cette situation a commencé à changer après l'augmentation des prix du pétrole en 1973, où ils sont mis à la disposition de ces pays, des ressources financières qui ont permis de réaliser une croissance économique plus inclusive et plus rapide.

L'année 1973 était considérée comme un moment décisif en ce qui concerne les marchés du pétrole, et surtout dans les relations entre producteurs et consommateurs, ou entre les gouvernements et les compagnies pétrolières internationales, ou encore entre les gouvernements des États des pays producteurs et des pays consommateurs.¹²⁰

Le prix du pétrole brut a continué à augmenter jusqu'à ce qu'il atteigne son plus haut niveau en 1981. Le prix élevé du pétrole a été accompagné de l'augmentation du volume de la production. Les pays ont pu utiliser les produits financiers générés pour élargir la base de l'économie régionale et des secteurs liés au pétrole. Ces produits ont également permis des investissements économiques à l'étranger et l'extension des dons et des prêts aux pays non producteurs de la région ainsi qu'aux pays en développement.

La période des années quatre-vingt jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix a vu de fortes baisses des recettes pétrolières des pays de la Zone MENA, de 202 milliards de dollars en 1981 à 103 milliards en 1990 puis à 97,8 milliards de dollars en 1995. L'instabilité persistante des prix mondiaux a été constante. Même avec la flambée des prix, les recettes n'atteignent pas 200 milliards en 2008, avec le prix de réserve de 117,6 de dollars par baril, les recettes sont de 191,7 milliards de dollars à la fin 2008¹²¹.

¹²⁰ Parmi les facteurs qui ont conduit à un changement dans les relations de marché : la croissance rapide de la demande mondiale de pétrole et la création de l'OPEC en 1960 pour négocier avec les entreprises, le nombre de sociétés indépendantes qui opèrent en dehors du cadre des grandes entreprises et, enfin, ces changements ont coïncidé avec la guerre d'octobre et la menace arabe sur le pétrole, qui a conduit à une augmentation significative des prix.

¹²¹ Pendant les années 90, les prix du pétrole brut exprimés en dollar évoluent autour de 20 dollars. Les périodes de forte volatilité se limitent à 1990-1991 (l'invasion irakienne du Koweït entraîne une hausse du prix du pétrole entre août et décembre 1990) et à 1998 à la suite de la crise financière des pays d'Asie du Sud-est qui entraîne une chute brutale des prix jusqu'en février 1999 où ils atteignent 10 dollars le baril. (plusieurs rapports World oil outlook d'OPEC).

1.3.L'impact du pétrole sur le développement humain :

L'impact des revenus pétroliers sur le développement humain dans les pays producteurs et exportateurs de Pétrole est apparu depuis le début des années soixante-dix et s'est développé avec le temps. L'attention portée sur la nécessité d'élever le niveau de vie des individus implique des stratégies de développement global prenant en compte l'aspect social.

Il existe plusieurs indicateurs pour mesurer le développement humain, L'indice de développement humain (IDH) est une mesure de synthèse du niveau moyen atteint dans les dimensions clés du développement humain : une vie longue et saine, l'acquisition de connaissances et un niveau de vie décent.

La dimension de la santé, évaluée selon l'espérance de vie à la naissance, La composante éducation de l'IDH est mesurée au moyen du nombre d'années de scolarisation pour les adultes âgés de 25 ans et de la durée attendue de scolarisation pour les enfants en âge d'entrer à l'école, La dimension du niveau de vie est mesurée par le revenu national brut par habitant.¹²²

Selon cet indicateur, les pays du Conseil de coopération du Golfe (exportateurs de pétrole) se situent dans le top cinq au niveau régional, en termes de niveau de développement humain. Koweït, Qatar, Bahreïn et les Émirats arabes unis, Arabie saoudite. L'indicateur reflète l'augmentation des revenus et des dépenses en général, et pour la santé et l'éducation en particulier, qui entraîne l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance (la mortalité des nouveaux nés est faible)

L'indice de l'espérance de vie à la naissance dans les pays exportateurs de pétrole du Golfe est plus élevé que dans les pays développés (74,7 ans au Koweït et 75 dans les Émirats Arabes

¹²² Indice de développement humain (IDH)

<http://hdr.undp.org/fr/content/indice-de-d%C3%A9veloppement-humain-idh>

unis en 2004), par contre cet indice est toujours à des niveaux inférieurs dans les pays moins développés, telles que le Soudan et la Mauritanie.¹²³

Il ne fait aucun doute que cette amélioration des indicateurs de santé et la conséquence de l'augmentation des dépenses consacrées aux services de santé et de leur importance (création d'hôpitaux et de cliniques et l'accroissement du nombre de médecins, d'infirmières, du nombre des places disponibles dans les hôpitaux ainsi que la possibilité des traitements à l'étranger).

Le niveau de l'éducation est un autre indicateur qui reflète le niveau de développement humain dans les pays producteurs des pétroles dans la Zone du MENA et l'impact des revenus pétroliers sur le niveau d'éducation. De nombreux indicateurs sont utilisés pour mesurer la situation de l'éducation, le taux de lecture et d'écriture, par exemple, chez les adultes au Koweït était 54 % en 1970, il a dépassé 74 % en 1992 et en 2005 devenu 81 %, et en Arabie saoudite, de 9 % en 1970 à 64 % en 1992 à 74 % en 2005.¹²⁴

Par conséquent, cela montre le rôle clé joué par les recettes pétrolières dans l'élévation du niveau de vie dans les pays exportateurs de pétrole dans la Zone MENA, où le Koweït venant en haut de la liste, suivi par le Qatar, Bahreïn, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

1.4. L'impact du pétrole sur l'industrie :

L'impact du pétrole est important sur l'industrie qui dépend du pétrole brut et du gaz naturel. Malgré la baisse de la part du secteur industriel dans le PIB de la plupart des pays de la Zone MENA. Les industries dans les pays exportateurs du pétrole (pétrochimie, raffineries, métal et engrais chimiques), ont eu plus d'importance que dans les autres pays, où des industries sont traditionnelles comme les industries alimentaires, la fabrication des vêtements des chaussures... etc.(ces industries étant conçues pour satisfaire les besoins du marché local, contrairement à l'industrie pétrochimique et les raffineries, qui reposent sur le secteur pétrolier et sont dirigées principalement vers les marchés étrangers).

¹²³ UNDP. 2005. Arab Human Development Report

¹²⁴ Rapport économique annuel d'*Arab Monetary Fund* (2006)

Les industries manufacturières les plus importantes dans lesquelles les pays producteurs de pétrole de la région investissent sont les industries du raffinage, qui a beaucoup évolué depuis le milieu des années soixante-dix, où il est clairement apparu l'importance des technologies dans cette industrie d'une part et le rôle des gouvernements locaux, d'autre part, échappant à l'influence des compagnies étrangères, et renfonçant leur capacité à fournir la demande intérieure et suivre le rythme de la demande mondiale.

Le volume de la capacité de raffinage de pétrole, dans les pays du Golfe, été de 979 000 barils par jour (pays de conseil de coopération du golfe à l'exclusion de l'Iran) en 1975. Elle est d'environ 3 millions de barils par jour en 1990 puis il dépasse les 3,2 millions de barils par jour en 1995.¹²⁵

La capacité de raffinage spécialisée va augmenter dans les pays du CCG jusqu'à 6,3 millions de barils par jour en 2010, après la création de quatre nouvelles raffineries au Koweït, en Arabie Saoudite, Qatar, Oman, le renouvellement de certaines raffineries et l'accroissement de la capacité des Émirats arabes unis et du Koweït. La capacité de raffinage au cours de la période comprise entre 2000 et 2005 avait augmenté de 18,3 pour cent pour atteindre 4,33 millions de barils par jour en 2005, comparativement à 3,66 millions de barils en 2000.

La capacité de raffinage dans les pays du CCG n'est que de 5 pour cent de la capacité totale de raffinage du monde 85,4 millions de barils par jour à une époque où la production de pétrole dans les pays du CCG atteint 19 % de la production totale de pétrole dans le monde¹²⁶. Le rapport a montré que le Conseil de coopération du Golfe qui raffine 27,3 pour cent de sa production en 2006 devrait augmenter sa capacité de raffinage de 2 pour cent en 2010, mais la production de pétrole brut de pays du Conseil augmentera de près de 31 pour cent au cours des trois prochaines années, pour répondre à la demande croissante de pétrole dans le marché mondial. En effet, il y a deux facteurs clés nécessaires pour entreprendre le développement futur de l'industrie du raffinage du pétrole dans la Zone : le premier concentre la relation entre la production de pétrole brut et de pétrole raffinée. Ce ratio est demeuré pratiquement stable, variant entre 25 et 27 pour cent au cours de la période 2000 2007, il devrait atteindre 29 pour

¹²⁵Notre calcul à partir des données du plusieurs Rapports économiques annuels d'*Arab Monetary Fund*.

¹²⁶Rapport annuel de la Banque Industrielle Emirats mars 2009. p 37.

cent en 2010¹²⁷.

Le deuxième facteur a trait à l'obsolescence des raffineries dans de nombreux pays du monde, y compris certains pays du MENA et la hausse des coûts dans d'autres pays, créant un écart entre l'offre et la demande de produits pétroliers sur les marchés mondiaux : ceci conduise à des prix plus élevés et à la spéculation sur ces marchés.

Ces deux facteurs constituent une forte incitation à effectuer des changements importants dans l'industrie pétrolière dans la région, pour augmenter le pourcentage du pétrole raffiné, par rapport au pétrole total produit.

1.5. L'impact du pétrole sur le secteur agricole :

Le secteur agricole est considéré comme nécessité stratégique. Une partie importante des rescousses financières vient certes du pétrole, en raison de l'importance de ce secteur mais les produits agricoles sont souvent produits pour la consommation intérieure.

En dépit du peu de terre et des faibles ressources en eau dans la plupart des pays producteurs de pétrole de la Zone MENA, la base pour le développement de ce secteur existe. Ce développement permet d'avoir une production locale de produits agricoles, ce qui contribue à la diminution du déficit alimentaire pour ces pays.

En ce qui concerne la contribution de la production agricole au PIB ; elle varie grandement entre les pays de la Zone. le secteur occupe la position de leader dans les structures économiques d'un certain nombre de pays, (le Soudan est placé à la première place avec un pourcentage de sa contribution dans le PIB d'environ 28,3 pour cent en 2007, suivi de 20 % en Syrie et l'Égypte de 13 % pour la Mauritanie, de 12,5 % pour le Maroc, 12,1 % pour le Yémen, de 10 % pour la Tunisie de 10,3 %). Ce pourcentage a varié entre 7,8 % et 2,3 % pour le Liban, Algérie, Iraq, l'Arabie saoudite, la Jordanie et la Libye. Cette proportion a atteint un niveau faible dans les États ayant peu de ressources agricoles, tels que les pays du CCG, allant de 1,% dans les Émirats arabes unis à environ 0,1 % au Qatar 0,4 au Koweït et 5 % en Arabie

¹²⁷ Rapporté annuel de la Banque Industrielle Emirats mars 2009. p 49.

saoudite).¹²⁸

Nous constatons que, malgré la disponibilité de ressources financières provenant du pétrole, il n'y a pas eu un développement significatif du secteur agricole dans les pays exportateurs de pétrole. Cela peut être attribué aux raisons suivantes :

-Tout d'abord, la majorité des pays producteurs de pétrole dans la Zone MENA, hormis l'Arabie saoudite, l'Algérie ne bénéficient pas de vastes zones favorables à l'agriculture, ni des ressources nécessaires pour la production d'un produit agricole, stable et capable d'atteindre la productivité élevée cherchée, ni des ressources en eau et la main-d'œuvre qualifiée pour s'occuper de ce secteur.

Deuxièmement, l'investissement dans le domaine agricole n'est pas rentable économiquement à court terme. Compte tenu des facteurs susmentionnés, ces pays se trouvent dans l'obligation de chercher d'autres solutions.

Cependant, l'exemple de l'Arabie saoudite est un bon exemple du développement du secteur agricole. Une politique de soutien aux agriculteurs a été adoptée par le gouvernement d'Arabie saoudite au cours des dernières années pour augmenter la production de blé du pays : ceci a conduit à l'autosuffisance et même à l'exportation et la fourniture d'aides aux autres pays pauvres de la région, ou de l'extérieur de la Zone MENA.

La politique des prix a donné des possibilités aux producteurs d'obtenir des prix plus rémunérateurs que les prix mondiaux, ces prix intérieurs s'étant élevés de manière très significative (jusqu'à cinq fois plus élevé) malgré les réserves exprimées par certains économistes sur la politique de soutien au secteur agricole dans ces pays, en raison du coût élevé de la production. L'objectif principal de la stratégie de développement dans les pays producteurs du pétrole vise à attendre la stabilité économique après la fin de l'ère du pétrole. Ceci en élargissant la base économique, et en réduisant la domination du secteur pétrolier sur

¹²⁸ Rapport économique annuel d'Arab *Monetary Fund* (2008)

l'économie nationale en diversifiant les sources de revenus, qui nécessite la construction d'un secteur économique développé ne dépendant pas du pétrole.

Cette politique a permis de dégager des excédents financiers au cours des dernières décennies, permettant d'investir dans des infrastructures tels que barrages, systèmes d'irrigation, silos à grain, jouant un rôle dans la production des produits de première nécessité, comme les céréales. Cela a également encouragé les industries à servir le secteur agricole afin qu'il y ait une sorte d'intégration entre l'industrie et l'agriculture.¹²⁹

2. Le boom pétrolier dans les années 2002 - 2008 et ses impacts sur les indicateurs financiers des pays producteurs du pétrole :

Dans la période de 2002-2008 est apparu dans la région MENA ce qu'on peut appeler le boom du pétrole, ce phénomène a été marqué par la hausse des prix du pétrole. Cette hausse sans précédent a eu pour conséquence l'augmentation de la valeur des exportations et des revenus réalisés.

Il faut noter que la flambée des prix du pétrole a choqué tous les gouvernements de la région et aussi les peuples qui ont été surpris et même incrédules. Malheureusement, peu de chercheurs ont étudié l'importance des flux de ressources.

Il convient de souligner qu'avec l'ampleur de ce phénomène, la valeur des exportations a été très grande et peut-être sans précédent, vu le niveau des prix jusqu'à juillet 2008. Les prix ont alors reculé jusqu'à 147 dollars le baril, en raison de la crise financière mondiale.

Pour analyser les effets du boom sur les indicateurs financiers dans les pays producteurs du pétrole de la région, je vais présenter plusieurs indicateurs, d'une part la valeur des exportations, d'autre part, les recettes du pétrole telles qu'elles sont décomptées dans les

¹²⁹ Rapport économique annuel d'Arab *Monetary Fund* (2010)

budgets des États.

2.1. La valeur des exportations de pétrole et de gaz naturel dans les pays producteurs de pétrole dans la Zone MENA :

La valeur nominale des exportations de pétrole et de gaz naturel dans la région a continué à augmenter régulièrement depuis 2002. Par exemple, la valeur des exportations dans les six pays de GCC (Conseil de coopération du Golfe) seulement, est passée de 123,4 milliards de dollars en 2002 à 421,1 milliards de dollars en 2007.¹³⁰

Malgré la forte baisse des prix du pétrole au cours du dernier trimestre de 2008, la valeur des exportations en 2008 a dépassé les 614 milliards de dollars.

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Milliard de dollars						
l'Arabie saoudite	63.70	82.10	110.90	161.80	188.50	206.40
Les Émirats arabes unis	23.20	29.60	38.40	55.10	70.10	84.40
Kuwait	14.10	19.60	27.80	44.10	55.70	60.10
Qatar	9.90	12.10	16.30	22.90	31.20	40.70
Oman	8.60	9.30	10.80	15.70	17.70	18.70
Bahreïn	3.90	4.70	5.60	7.80	9.0	10.80
TOTAL	123.40	157.40	209.80	307.40	372.40	421.10

¹³⁰ Institute of International Finance. Country Reports September 2008

Tableau 3 la valeur des exportations de pétrole et de gaz de 2002 à 2007 dans les pays de CCG

Source : Institut of International Finance (Country Reports Septembre 2008)

Ce tableau montre que la valeur des exportations du pétrole et du gaz naturel des six pays du Conseil de coopération de pays du Golfe a atteint en 2007 environ trois fois et demie la valeur de 2002, et il montre aussi que la valeur des exportations des pays de la région n'a pas diminué en 2008 par rapport au niveau de 2007, mais a augmenté considérablement. Le revenu des exportations de pétrole des pays de la région au cours des sept premiers mois de 2008, avant la chute des prix du pétrole a atteint le niveau de 2007 dans son ensemble. Au mois de novembre 2008, Le EIA (Energy Information Agency aux États-Unis) a estimé les exportations de l'OPEP en 2008 à 979 milliards de dollars. Jusqu'à la fin d'octobre 2008 seulement l'OPEP a exporté du pétrole pour 884 milliards de dollars comparativement à 671 milliards de dollars des exportations totales en 2007¹³¹.

2.2. Le pétrole dans les actifs des Budgets de l'État dans les pays producteurs :

On peut considérer que toutes les recettes issues du pétrole dans certains pays de la région ne soient prises en comptes dans les actifs des Budgets d'État provenant de cette activité.

Il est difficile d'étudier les Budgets publics ainsi que de vérifier la destination finale des revenus du pétrole et du gaz. Il y a aussi des difficultés à accéder à des comptes définitifs des budgets publics, ou à des collections des rapports de comptabilité. Dans certains pays de la région, ceci est un secret d'État : ni les citoyens et ni les chercheurs n'ont le droit de le savoir.

¹³¹ ALKUWARI.Ali.Khalifa. 2009. The Size of the oil boom revenues and third aspects of allocation.

AMF.

Le Koweït est une exception : le gouvernement publie les comptes définitifs de budget d'État, et le Bureau de vérification (indépendant du pouvoir exécutif et approuvé par le Conseil de la Nation - le Parlement) vérifie et approuve les comptes. Nous avons trouvé que la plupart des pays du Golfe (à l'exception de Bahreïn et peut-être seulement le Budget fédéral des UAE) ne donnent pas accès aux comptes définitifs du Budget de l'État, mais nous constatons que certains pays de la région ne publient pas de détails sur le Budget prévisionnel global et ne permettent même pas aux conseils d'examiner le projet de Budget dans son ensemble.

Cette ambiguïté dans les Budgets de l'État. La difficulté de connaître la taille des recettes publiques de pétrole et de gaz naturel produites annuellement dans chaque pays. nous a conduit à nous appuyer sur les statistiques de l'Institut international des finances publiques et le rapport détaillé de l'IIF (Institute of International Finance) sur les rendements réels des Budgets de l'État de pétrole et de gaz dans chacun des pays de la région, ce qui ne correspond pas obligatoirement à la totalité des recettes de l'État issues du pétrole.

Milliard de dollars	2002	2003	2004	2005	2006	2007
l'Arabie saoudite	44.3	61.6	88	134.5	161.1	149.9
Les Émirats arabes unis	15	20.5	27.2	41.8	59.2	69.8
Kuwait	19	21	28.3	44.8	50	65.2
Qatar	5.4	5.4	9.9	12	15.1	20.2
Oman	6.4	6.3	8.9	12.4	15	15.1
Bahreïn	1.8	2.2	2.5	3.3	3.7	4.3
TOTAL	91.9	117	164.8	226.8	304.1	355

Tableau 4 Les recettes des Budgets de l'État provenant du pétrole.

Source : Institut of International Finance (Country Reports Septembre 2008)

Le tableau n°4 montre d'abord les montants qui ont été effectivement livrés aux Budgets d'État provenant des recettes pétrolières, et si nous estimons le total des recettes à partir du pétrole dans chaque pays, nous devons d'abord ajouter aux budgets les recettes du pétrole consommés localement ainsi que les revenus provenant du gaz naturel vendu localement aussi. Deuxièmement, on fait abstraction des coûts de production pétroliers et gaziers et la part des compagnies pétrolières étrangères (si elles existent), et les bénéfices provenant de la production pétrolière et gazière. (Jusqu'à ce qu'on arrive à estimer la taille des recettes qui viennent du pétrole).

La consommation de gaz naturel dans les pays de la région est élevée, et la consommation locale du pétrole s'élève jusqu'à 20 % en Arabie Saoudite, 14 % dans les Émirats Arabes Unis, 10 % au Koweït et au Qatar, 7 % de la production totale de pétrole dans chacun d'eux¹³²

(en milliard de dollars)	l'Arabie saoudite	Les Émirats arabes unis	Koweït	Qatar
La valeur du pétrole et du gaz exportés	206.4	84.40	60.1	40.7
Les recettes dans le budget	149.90	69.80	65.20	20.2
La différence	56.5	14.60	5.10	20.5
Le taux %	%27.40	17.30%	8.50%	50.4%

¹³² British Petroleum Statistical Review of World Energy London June (2008) p 11 -27.

Tableau 5 La différence entre la valeur des exportations de pétrole et les recettes du Budget d'État en 2007 (en milliard de dollars)

Source : Institute of International Finance Country Reports Septembre 2008

On remarque dans ce tableau n° 5 le cas du Koweït,¹³³ Ce qui a été fourni au budget des revenus du pétrole a dépassé les exportations d'environ 8,5 %.

La différence de 8.5 % c'est la valeur de la consommation nationale de pétrole et de gaz naturel.

Contrairement au Koweït, la valeur des recettes pétrolières du Budget d'État doit être supérieure à la valeur des exportations de pétrole et de gaz naturel. On trouve dans tous les autres pays couverts par le tableau n°4 que la valeur des exportations est plus élevée que les recettes des Budgets d'État, cette différence qui a atteint 17,3 % dans les Émirats arabes unis 27,4 % en Arabie saoudite et 50,4 % au Qatar, ce qui indique qu'il y a des sommes d'argent élevées que viennent du pétrole et du gaz naturel et qui n'entrent pas dans les Budgets d'État. Mais pour une raison ou une autre¹³⁴, elles disparaissent, il s'agit ici de disparition des recettes de gaz avant d'entrer dans les Budgets d'État. ¹³⁵

2.3. Les surplus des Budgets d'État dans les pays producteurs du pétrole :

Tous les budgets de ces pays énumérés dans le tableau et depuis 2003 avaient un excédent important, et en 2007 cet excédent a été estimé à environ la moitié de ce qui a été fourni à des budgets par les recettes de pétrole. Le tableau n°6 représente la valeur de ces excédents

¹³³ Les comptes définitifs du Budget d'État sont disponibles pour le Bureau de vérification du Conseil de la Nation(le parlement)

¹³⁴ Les dirigeants utilisent cet argent pour des frais personnel Dans ce système de gouvernance, les frontières entre les dépenses personnelles et les dépenses de fonctionnement ne sont pas définis clairement.

¹³⁵ SEZNEC. JeanFrancois. 2008. The Gulf Sovereign Weath Funds: Myths and Reality·Middle East policy. *Ethnic News watch* 152.

annuels.

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
KSA	5.30	9.60	28.60	58	74.70	47
UAE	1.9	2.2	10.6	27.70	44.60	53.35
Koweït	8.30	8.6	14.80	31.3	29.3	45.9
Qatar	1.60	0.9	5.2	1.3	5.1	8
Oman	0.7	0.3	1.2	3.8	5	3.4
Bahreïn	0.0	0.2	0.4	1	0.7	0.6
total	10.60	21.80	60.80	123.10	159.40	158.40
Le taux de surplus %	% 11.20	% 21.70	% 52	% 74.90	% 64.20	% 51.20

Tableau 6 Les surplus des Budgets d'État dans les pays producteurs du pétrole entre 2002-2007 (en milliards de dollars)

Source : Institute of International Finance Country Report Septembre 2008

Dans ce tableau, on peut remarquer que la région avait été surprise par le boom pétrolier, les excédents ont commencé à augmenter de 11,20 % à 21,7 % puis de 52 % et 74,90 % dans les années 2002 à 2005, respectivement.

Ainsi, l'excédent a baissé malgré des revenus s'élevant à 64,2 % en 2006 et à 52,2 % en 2007. Et avec les signes de l'arrivée de la crise dans les années suivantes, les pays ont commencé à ressentir une baisse de revenus du pétrole, qui ont atteint en 2009 son niveau en 2006 où l'excédent avait atteint près de 64 %. Ils sont obligés de refermer les canaux de dépenses ouverts (ces dépenses qui étaient faites même sans études de faisabilité économiques). Malheureusement, le scénario qui avait eu lieu dans le premier boom pétrolier s'est répété et on n'a pas obtenu la meilleure utilisation de ces excédents dans le développement humain et

social.

L'effondrement des prix du pétrole depuis mi-2014 a conduit à des lacunes importantes dans les finances publiques dans les pays du Golfe, les budgets commencent à enregistrer un énorme déficit qui remplace l'important excédent.

Le Fonds monétaire international a estimé fin 2015 que les déficits du budget de l'Arabie saoudite pourraient éroder les réserves financières du ce pays, à moins qu'il n'entreprene des réformes de fond. "Avec l'important déclin du prix du pétrole, le déficit du budget s'est aggravé "Ces déficits vont éroder rapidement les réserves financières qui ont été accumulées durant la dernière décennie", l'institution financière internationale ajoute qui recommande en conséquence de revoir les prix des carburants, de développer des revenus non pétroliers et de réduire les dépenses publiques.¹³⁶

3. Le pétrole et le développement dans les pays non-producteurs de pétrole de la Zone MENA :

Les revenus du pétrole ont donné aux pays exportateurs, des possibilités importantes d'avoir directement un taux élevé de croissance. Le pétrole a offert aussi aux autres pays dans la Zone indirectement des possibilités et des potentialités importantes pour le développement dans la plupart des secteurs économiques.

Ces pays non producteurs de pétrole ont reçu des gains importants, suite au développement et à l'expansion économique des pays producteurs de la région. Ce qui a contribué au mouvement des facteurs de production à travers les frontières par le transfert de la main d'œuvre vers les pays exportateurs. La participation à leur développement a aidé au transférer d'une partie de leurs revenus dans leur pays d'origine, d'une part, et d'autre part, il y avait des mouvements de capitaux sous forme de subventions, de prêts et de placements gouvernementaux et non gouvernementaux des pays exportateurs de pétrole dans les autres

¹³⁶ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/reorepts.aspx>

pays non producteurs de pétrole.

Les revenus pétroliers ont contribué à relever le degré de coordination et d'intégration (les coentreprises ont augmenté) conduisant à une sorte d'interdépendance des intérêts entre les pays de la région. L'augmentation de prix du pétrole s'est reflétée dans la hausse des fonds régionaux.

Les indicateurs de l'impact du pétrole sur les pays non producteurs, que nous allons présenter dans cette section sont les envois de fonds des travailleurs dans les pays producteurs du pétrole vers leur pays d'origine et l'aide au développement donné par les gouvernements des pays exportateurs, ainsi que les investissements, auxquels on peut ajouter aussi les projets communs.

Les envois de fonds par les travailleurs dans les pays producteurs du pétrole :

Le pétrole a joué, en particulier, depuis le début des années soixante-dix, un rôle très important dans les mouvements de la main-d'œuvre des pays non producteurs de pétrole comme la Jordanie, la Palestine, l'Égypte et le Soudan vers les pays producteurs, en particulier dans le Golfe, en raison du niveau faible de revenu dans les pays non producteurs d'une part, et la population limitée dans les pays producteurs de pétrole, et leur besoin de main-d'œuvre étrangère, d'une autre part.

La hausse des prix du pétrole en 1973, les plans de développement conséquents et l'augmentations du volume des dépenses dans les pays producteurs de pétrole ont fait croître le nombre des ouvriers émigrés d'environ 679000 avant 1973, principalement en Arabie saoudite et au Koweït à 1,1 million de travailleurs émigrés en 1975 puis à 1,7 million de travailleurs en 1980. Le volume de main-d'œuvre émigré des pays non producteurs vers les pays producteurs, a continué à augmenter (4,35 millions de travailleurs en 1991 et 5,4 en 1995) et le nombre a dépassé les 7 millions en 2009¹³⁷.

¹³⁷ Le Rapport économique du d'*Arab Monetary Fund* (2009) P 184-188

L'Égypte a été classée au premier rang parmi les exportateurs de travailleurs suivi par le Yémen, la Jordanie et le Soudan, tandis que l'Arabie saoudite s'est classée première parmi les pays qui reçoivent des travailleurs.

Les transferts d'argent par les travailleurs ont contribué à élever le niveau de développement et également le niveau de vie et ont augmenté le volume de la consommation et l'épargne dans les pays destinataires, ainsi que la réduction du chômage. Ces envois sont considérés comme des ressources financières très importantes en devises, qui soutiennent la balance des paiements et qui aident à réduire le déficit de la balance commerciale.

En dépit de l'absence de statistiques précises sur le volume des envois de fonds des travailleurs dans les pays producteurs de pétrole (parce que beaucoup de ces transferts passent par des canaux de transfert informels, c'est-à-dire en dehors du système bancaire, par les personnes voyageant), il existe des estimations non officielles qui indiquent que plus de 85 pour cent des transferts vers les pays non producteurs sont venus des pays producteurs de pétrole dans la Zone MENA.

Selon le Rapport économique du Fonds monétaire arabe¹³⁸, en 2004 environ 85 pour cent des envois de fonds reçus en Jordanie provenaient de pays producteurs de pétrole dans la région notamment les pays de CCG et 65 pour cent des envois de fonds reçus en Syrie, et 45 pour cent des envois de fonds des travailleurs reçus par l'Égypte et le Liban, 10 pour cent de la Tunisie, 8 pour cent pour le Maroc, et 7 pour cent pour l'Algérie. En outre, il a évalué la valeur des envois de fonds des travailleurs au Yémen, au Soudan et en Palestine à environ 85 pour cent du total des envois de fonds qui sont reçus en 2004.

D'après les statistiques officielles, le volume des envois de fonds a augmenté de 339 millions de dollars en 1973 à 5333 millions en 1980 : autrement dit, il a augmenté de plus de 15 fois au cours des années soixante-dix, bien qu'en baisse pour atteindre 4897 millions en 1991 à la suite de la première guerre du Golfe (libération du Koweït), mais il a augmenté pour

¹³⁸ Le Rapport économique d'*Arab Monetary Fund* (2004) P185

atteindre 7,622 milliards de dollars en 1992 et 24,079 milliards de dollars en 2004.

L'évaluation du volume des envois de fonds entre les pays de la Zone MENA								
1973	1980	1991	1992	2000	2001	2002	2003	2004
339	5333	4897	7622	14353	15717	16517	19435	24079

Tableau 7 L'évaluation du volume des envois de fonds entre les pays de la Zone MENA (millions de dollars)

Source : Données AMF

3.1.L'aide au développement fournie entre les pays de la Zone MENA :

L'aide au développement qui a été fournie par les pays de la région est l'une des composantes les plus importantes de la coopération économique entre les pays de la Zone MENA parce qu'il s'agit de l'aide au développement des prêts et des prêts concessionnels (non assortis des conditions traditionnellement exigées) entre des pays de la même région, et qu'il y a entre eux des liens et des relations historiques éminents, et que la plupart de ces pays sont des pays membres de la Ligue Arabe

Cette aide au développement est fournie pour les aider à compléter leurs projets de développement, notamment les projets économiques, sociaux et pour renforcer leur capacité à corriger et à restructurer leurs économies.

Pendant la période allant de 1970 à 2010 l'aide au développement qui a été fournie par les pays membres de la Ligue Arabe s'est élevée à environ 138 milliards de dollars. Elle était issue des pays arabes du Golfe pour environ 132 milliards de dollars ou l'équivalent de 95 %, de la totalité des aides-externes. Ces aides ont issues de la contribution de l'Arabie saoudite, est environ 66,8 pour cent, du Koweït pour environ 15, 1 % des émirats arabes unis pour

environ dix pour cent, du Qatar pour environ 2,9 % et d'Oman pour environ 0,5 %. Il y a eu trois autres pays qui ont contribué, à savoir, l'Irak pour environ 2,2 % . La Libye, pour environ 2 %, et l'Algérie, pour environ 0,8 %.

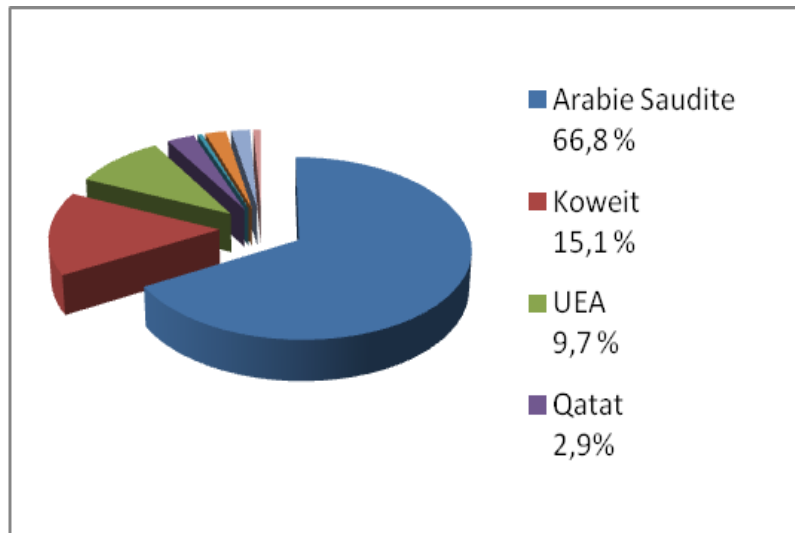


Figure 17 La participation à l'aide au développement fournie par les pays arabes 1970-2010.

Source : Données AMF

L'aide au développement fournie par les États arabes du Golfe se définit par plusieurs caractéristiques qui la différencient de l'aide fournie par les pays industriels économiquement avancés. Ce dernier est considéré comme un simple investissement économique d'une partie des surplus financiers dans ces pays en développement. En revanche, les pays du Golfe ont transférés une partie de leurs richesses nationales dans ces pays par fois pour des raisons humanitaires, religieuses et non-économiques

On a pu noter la forte proportion de l'aide au développement par rapport au PIB des principaux pays donateurs de l'aide. car ils ont atteint environ 0,86 % de leur PIB en 2015(1,14 % pour 2014), c'est-à-dire plus que la contribution moyenne des États au comité d'aide au développement, qui s'élevait à 0,25 % du PIB pour ces pays, dont le Conseil des 19 pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques y compris les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada et la France.

Selon les données disponibles dans le rapport annuel de l'AFM en 2010¹³⁹, il faut noter que le total cumulé de toutes les opérations financières des institutions arabes de développement s'élevait à la fin de 2010 environ 138 milliards de dollars, ces institutions sont notamment :

- Le Fond arabe pour le développement économique et social : qui est une institution financière de développement pan-arabe qui a son siège au Koweït. Ses membres sont les mêmes que ceux de la Ligue arabe. En 2016 le totale de ses aides s'élevait à 700 millions dollars.
- Le Fond monétaire arabe qui est une organisation arabe régionale, fondée en 1976, il a commencé ses activités en 1977. Les pays membres (22) sont: Jordanie, Émirats arabes unis, Bahreïn, Tunisie, Algérie, Djibouti, Arabie Saoudite, Soudan, Syrie, Somalie, Irak, Oman, Palestine, Qatar, Koweït, Liban, Libye, Egypte, Maroc, Mauritanie, Yémen, Comores.

Le fonds vise à contribuer à la réalisation des objectifs suivants :

1. Correction des déséquilibres dans la balance des paiements des Etats membres.
 2. S'efforcer de supprimer les restrictions aux paiements courants entre les États membres.
 3. Etablir des politiques et des modes de coopération monétaire arabe.
 4. Le développement des marchés financiers arabes.
-
- La Banque Arabe pour le Développement économique en Afrique.
 - Le Fond OPEC pour le développement international (la majorité du capital des pays membres de la Ligue Arabe)

¹³⁹ Le Rapport économique d'*Arab Monetary Fund* (2010) P 203.

- La Banque islamique pour le développement La Banque islamique de développement est un organisme financier ayant pour objectif d'être une banque mondiale pour les pays musulmans. Elle a été créée en 1973 mais elle commence ses activités en 1975 à Djeddah, en Arabie saoudite.

Le but de la banque est de stimuler le développement économique et le progrès social des pays membres et des communautés musulmanes individuellement aussi bien que conjointement selon les principes de la finance islamique. La BID cible les secteurs de la science et de la technologie, de l'économie islamique, de la banque et de la finance. Le groupe répond à 3 objectifs :

1. Promotion des institutions islamiques
2. Réduction de la pauvreté
3. Coopération entre les pays membres

À la fin 2012, les actifs de la banque s'élève à 1 550 milliards de dollars.¹⁴⁰

- Le Fonds koweïtien pour le développement économique.
- Le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement.
- Le Fonds saoudien pour le développement.

4. Le gouvernement, les institutions et le modèle de développement :

En plus de la diversité dans des structures d'État, des dotations de ressource et la performance économique, il y a une caractéristique partagée pratiquement par tous les pays dans la région MENA (y compris La Turquie et Israël) c'est le rôle dominant joué par le secteur public dans le processus de développement.¹⁴¹

La plupart des pays dans la région ont expérimenté des modèles connus de développement,

¹⁴⁰ <http://www.isdb.org/>

¹⁴¹ RICHARD .Alan. WATEBURY. John. 1996. *A political economy of the Middle East* Boulder, Colo.: Westview Press.

passant par le modèle ISI (modèle de l'industrialisation par substitution aux importations) qui sera perturbé (habituellement suivant une crise économique et/ou politique, telle que l'Égypte 1967, 1974 ; la Turquie 1980) ou remplacé par un modèle de développement orienté où le rôle de l'État tente d'être réduit par des programmes domestiques et externes de libéralisation et la restructuration du secteur public.

Les premières tentatives du modèle de l'industrialisation par substitution aux importations dans la région ont été lancées par la Turquie dans son premier plan quinquennal de 1934 soutenant la création d'entreprises publiques dans le textile, les produits et minerais primaires, la céramique et le verre, le papier, les produits chimiques et le ciment, et le fer et l'acier, aussi bien que des banques d'État pour financer ces entreprises. Le modèle turc fournira un guide pour les autres pays de la Zone MENA et sera diffusé dans toute la région. ¹⁴²

Dans les pays riches en pétrole, la disponibilité massive des ressources financières, qui vient évidemment de l'exportation de leurs richesses, a permis aux pays de lancer des projets importants avec le modèle ISI. Cela a entraîné une prolifération de forte intensité de capital d'industries productrices de produits intermédiaires et finaux pour le marché intérieur. Toutefois, la protection tarifaire et l'accès au crédit étaient souvent accordés. Aucune mise à niveau technologique ni d'autres mesures de performance n'ont été nécessaires comme ce fut le cas dans les pays d'Asie de l'Est.

Au cours de cette période, malgré la présence d'une attitude généralement négative liée à la bureaucratie d'État, le secteur privé dans beaucoup de pays de la Zone de MENA a bénéficié en grande partie des produits intermédiaires, fournis par les entreprises publiques aux prix escomptés ou d'autres subventions sous forme de crédit à taux faible, ou des taux d'échanges de devises fixes largement favorables. Une des caractéristiques du modèle ISI était celle où le procédé d'accumulation dépendait fortement de la politique plutôt que des marchés.

La politique et l'environnement économique ont ainsi créé les opportunités d'une vaste recherche de rente au sein des milieux d'affaires. Les entreprises se concurrencent pour l'ensemble des mesures d'incitation (la facilité d'accès au crédit, des licences d'importation,Etc.) Fournies par l'État. L'atmosphère de la libéralisation née avec l'adoption du modèle

¹⁴² Ibid.

ISI a ainsi donné naissance à une coalition de répartition étroite entre la bureaucratie d'État et les milieux d'affaires.

En ce qui concerne le développement financier et de secteur bancaire, la région MENA continue à souffrir du manque d'un système bancaire efficace avec la disponibilité de crédit à long terme pour des projets d'investissement privés (à l'exclusion de certains pays du Golfe et Israël).

En outre, on note que les banques étatiques sont toujours utilisées pour soutenir la politique immobilière, cela est visible sous forme de distribution de crédits à taux réduits. Également l'absence des motifs non économiques se manifeste dans les comptes de grandes « pertes ».¹⁴³ Les marchés monétaires continuent à être surtout dans les bons du Trésor à court terme, tandis que les marchés de capitaux dans des titres privés restent sous-développés dans la région.

D'ailleurs, le système fiscal des pays dans la région a été caractérisé par l'incapacité ou la réticence des décideurs à mettre en œuvre un système fiscal efficace et équitable, qui provoque d'une façon ou d'une autre le rétrécissement de l'assiette fiscale et l'évasion fiscale surtout avec des impôts plus élevés, et contribue à une inégalité dans la répartition de la charge fiscale pesant sur les groupes à faible revenu. Par conséquent pratiquement dans tous les pays de la région, l'environnement commercial pour les sociétés privées qui sont sans relations politiques avec l'État et la bureaucratie, n'est pas encourageante.

¹⁴³ In A.K. Dutt and J. Ros (Eds.), *International Handbook of Development Economics Vol.2* (pp.522-535). Edward Elgar, 2008